

Forum d'affaires Maroc-France

Laâyoune, «terre promise» de l'investissement

- L'environnement très compétitif de la région ne laisse pas indifférents les investisseurs français.
- Le foncier, les ressources humaines, la position géographique et le Plan de développement régional sont les principaux atouts.

Après Casablanca et Paris, le Forum d'affaires Maroc-France a choisi Laâyoune pour l'organisation de sa troisième édition. Un timing très particulier qui revêt une connotation symbolique, puisque cet événement d'envergure s'est déroulé du 2 au 4 novembre, soit à quelques jours de la célébration du 43^{ème} anniversaire de la Marche verte. Près de 200 entrepreneurs marocains et français ont répondu présents à cet événement. Preuve de l'intérêt porté aux potentialités de la région, toutes les entreprises du CAC 40 ayant des filiales au Maroc ont tenu à participer à ce forum. «Nous voulons valoriser le potentiel de Laâyoune comme point d'entrée et hub vers l'Afrique. Notre présence historique au Maroc et notre expertise nous permettent de proposer des solutions clés en main ou réalisées conjointement avec nos partenaires», souligne Philippe Edern Kleim, président de la Chambre française de commerce et d'industrie au Maroc (CFCIM), organisateur du Forum.

Les potentialités de la région Laâyoune Sakia – El Hamra



Plus de 500 rendez-vous BtoB ont été organisés en marge du Forum.

s'avèrent particulièrement intéressantes pour les investisseurs, surtout étrangers. L'environnement favorable des affaires dans cette région et la visibilité permettent d'assurer leur intégration dans les meilleures conditions.

«La région de Laâyoune - Sakia Al Hamra a beaucoup de potentiel à développer, aussi bien pour les entrepreneurs nationaux qu'étrangers, surtout dans des activités à forte valeur ajoutée. Elle présente des atouts certains et peut servir de trait d'union entre le Maroc et sa profondeur africaine. Au niveau

du Conseil économique, social et environnemental (CESE), nous pensons qu'elle peut être une plateforme pour le développement de l'économie du savoir», souligne Moriamd Horani, membre du (CESE) et ex-président de la CGEM.

L'événement a connu l'organisation de 500 BtoB et deux ateliers d'informations portant sur le financement et le capital humain. Les banques marocaines, présentes en force à ce Forum, n'ont pas manqué de présenter leurs offres dédiées.

«Notre groupe a une bonne présence dans ces régions dont il

connaît les spécificités. Pour les investisseurs, nous proposons des offres et des solutions bien étudiées qui correspondent à leurs besoins et leur capacité de développement», explique Mustafa Chahar, directeur du Pôle vert du Groupe Crédit Agricole du Maroc.

Du côté des autorités locales, l'ambition est d'assurer à la région un développement économique à dimension internationale, en capitalisant sur les nombreux atouts dont elle dispose. Les entreprises désireuses d'y investir et de s'y installer peuvent bénéficier d'un ensemble d'avantages à même de favoriser leur compétitivité.

Foncier, RH, mais pas que...

Citons en premier lieu le foncier professionnel. Celui-ci est bien équipé et propose des prix particulièrement attractifs. Il s'agit essentiellement de terrains relevant du domaine privé de l'Etat. Les ressources humaines constituent également un atout de taille pour la région. Celle-ci

D.N.E.S. à Laâyoune C. Jaidani

dispose d'un nombre important de lauréats des universités, et des écoles de différentes spécialités, à l'exception de quelques spécialités de haute technicité. La région regroupe 21 établissements de formation professionnelle publics et privés, un établissement de BTS, des classes préparatoires aux écoles d'ingénieurs, une école supérieure de technologie, une faculté et une université privée. Au-delà de la dimension strictement économique, l'attrait culturel de la région est également mis en avant par les participants au Forum. «Nous sommes intéressés par des partenariats non seulement sur le plan économique mais aussi culturel et sportif», souligne ainsi Samir Hajji, adjoint du maire de la ville de Toulouse.

2 conventions signées

En marge du forum, deux conventions de partenariat ont été signées entre la CFCIM et la région Laâyoune Sakia – El Hamra. La première concerne le développement, la commercialisation et la gestion du parc industriel et logistique de la ville d'El Marsa, d'une superficie de 40 ha. Le site permettra de stimuler les échanges commerciaux avec le reste du monde et renforcera les capacités industrielles et d'exportation de la région. La deuxième convention a pour finalité la mise en place d'un campus de formation. Par ailleurs, deux mémorandums d'entente ont été conclus pour le développement de programmes d'insertion professionnelle dans les métiers du numérique. ■

Ce que propose Laâyoune-Sakia Al Hamra

D'une superficie de 140.000 km² et 340.000 habitants, la région ne manque pas d'atouts, notamment ses richesses maritimes, minières et son capital humain. Le Plan de développement régional (PDR) de Laâyoune prévoit, d'ici 2021, des investissements de l'ordre de 49 milliards de dirhams. De quoi doubler le taux de croissance pour atteindre 8%.

Présentant un portefeuille de 140 projets, le PDR prévoit aussi un large référentiel de donneurs d'ordre. Il cible toutes les catégories d'entreprises (grande, PME, et TPME). Au niveau sectoriel, il concerne le BTP, les infrastructures, l'éducation, la santé, la pêche, l'agroalimentaire, l'agriculture, les énergies renouvelables, les mines, l'urbanisme et l'industrie.

«Nous voulons séduire les entreprises»

- Sidi Hamdi Ould Errachid, président de la région Laâyoune - Sakia Al Hamra, décline les atouts de la région pour attirer les investisseurs.
- Le Plan de développement régional ambitionne de drainer des investissements privés d'une valeur de 6 milliards de DH d'ici 2021.



Sidi Hamdi Ould Errachid

Finances News Hebdo : Quels sont les enjeux de l'organisation du Forum d'affaires Maroc-France ?

Sidi Hamdi Ould Errachid : Le Forum d'affaires Maroc-France revêt plusieurs connotations tant sur le timing de son organisation, de son contenu et de la qualité des participants. Il coïncide avec la célébration de la Marche verte. En 2016, lors de la même période, le Roi Mohammed VI a annoncé le lancement du Plan de développement régional (PDR).

Doté d'une enveloppe budgétaire de 49 milliards de dirhams, le PDR ambitionne à l'horizon 2021 de réduire

le chômage à travers la création de 25.000 emplois, et drainer des investissements privés d'une valeur de 6 milliards de DH.

F.N.H. : Que propose la région pour séduire les entrepreneurs ?

S. A. O. E. : La région jouit d'une position stratégique remarquable, surtout avec sa longue façade maritime sur l'Atlantique. Elle propose des incitations fiscales très intéressantes, des infrastructures modernes et des équipements de base performants.

Les terrains industriels sont bon marché et bien équipés, ajoutez à cela les capacités et les talents des jeunes

Le projet de régionalisation avancée permettra de donner de nouvelles attributions plus poussées aux régions.

de la région, pour qui nous avons mis en place tout un programme de formation et plusieurs dispositifs pour établir une dynamique d'attrait des investissements.

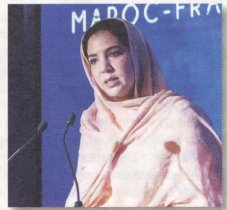
F.N.H. : Quelle sera la valeur ajoutée de la régionalisation avancée dans ce domaine ?

S. A. O. E. : Le projet de régionalisation avancée permettra de donner de nouvelles attributions plus poussées aux régions. Elles seront désormais capables de mener à bien les différents projets avec plus d'efficacité et de rapidité.

Le lancement prochain de la charte de la déconcentration leur apportera également de nouveaux pouvoirs et dotations pour être plus réactives et plus efficaces. ■

«La France a toujours soutenu le Maroc»

- Le Forum témoigne de la confiance qu'ont les opérateurs français dans les potentialités du Royaume.
- Le point avec Rkia Derham, secrétaire d'Etat chargée du Commerce extérieur.



Rkia Derham

Finances News Hebdo : Comment expliquez-vous l'intérêt des opérateurs français pour la région de Laâyoune-Sakia Al Hamra ?

Rkia Derham : Le Forum confirme encore une fois les relations exemplaires entre le Maroc et la France qui est le partenaire historique du Royaume. C'est un grand pays et un membre permanent du Conseil de sécurité. Paris a toujours soutenu le Maroc politiquement et économiquement surtout dans le dossier du Sahara.

L'événement témoigne aussi de la confiance qu'ont les opérateurs

français dans les potentialités du Royaume.

L'intérêt pour la région de Laâyoune-Sakia Al Hamra confirme le climat de sécurité existant et aussi l'environnement d'investissement favorable.

Les conventions signées concernent notamment la formation et l'emploi. Cela est une bonne nouvelle pour les jeunes de la région qui aspirent à un cadre de travail moderne en perpétuelle évolution.

F.N.H. : Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour accompagner les

entreprises qui veulent s'installer dans la région ?

R. D. : Il existe un accompagnement majeur des opérateurs, et ce à tous les niveaux. Il faut d'abord souligner le Plan de développement régional (PDR) signé en 2016 et qui est actuellement dans la phase d'exécution.

Ce programme a ouvert de réelles opportunités pour les opérateurs locaux et régionaux. Il faut dire aussi que sur le plan administratif, fiscal et réglementaire, plusieurs dispositifs sont mis en place pour soutenir les entreprises dans leurs activités.

F.N.H. : Pensez-vous que la région bénéficie d'assez de promotion pour attirer les investisseurs ?

R. D. : Le fait que la CFCIM organise le forum ici à Laâyoune montre qu'il existe une forte promotion de la région. Notre département a signé une convention avec la région pour promouvoir ses qualités en vue de drainer plus d'investisseurs. Nous allons redoubler d'effort afin de passer à une vitesse supérieure pour que Laâyoune - Sakia Al Hamra soit dans le viseur des investisseurs non seulement nationaux et français mais aussi des autres pays. ■

«Le foncier et les RH sont intéressants»

- Laâyoune - Sakia Al Hamra devrait être un hub pour cibler l'Afrique subsaharienne.
- Philippe Edern Kleim, président de la CFCIM, souhaite que les entreprises françaises puissent décrocher des marchés dans le cadre du PDR.

Finances News Hebdo : Comment est venue l'idée d'organiser le Forum d'affaires Maroc-France à Laâyoune ?

Philippe Edern Kleim : L'idée de l'organisation du Forum Maroc-France à Laâyoune - Sakia Al Hamra a germé depuis un an et demi où une délégation de la CFCIM s'est rendue à Laâyoune en mars 2017. Nous avons découvert que la région présente de réelles opportunités d'affaires pour nos entreprises. L'événement permet aussi de promouvoir les investissements français dans cette zone, qui devrait être

un hub pour cibler l'Afrique subsaharienne. La France est le numéro un en matière d'IDE, mais elle a perdu sa place de leader dans le commerce extérieur au profit de l'Espagne. Nous voulons récupérer ce positionnement qui est pour nous très important.

F.N.H. : Quels sont les atouts de la région qui peuvent intéresser les investisseurs français ?

P. E. K. : Il y a d'abord l'offre foncière qui est très intéressante et à prix abordable. Je peux citer aussi les ressources humaines qui sont

compétitives et qualifiées.

Dans le plan de développement régional (PDR), nous souhaitons que les entreprises françaises puissent décrocher des marchés pour apporter leur savoir-faire et une certaine valeur ajoutée à ces chantiers.

Je dois aussi signaler que le gouvernement marocain et les autorités locales nous accompagnent pour réussir les différents projets.

F.N.H. : Qu'en est-il des avantages fiscaux au niveau de la région ?

P. E. K. : Ces avantages fiscaux font



Philippe Edern Kleim

partie des dérogations privilégiées dont dispose la région mais qui peuvent changer d'un jour à l'autre et ce ne sont pas ces éléments qui peuvent faire la différence.

Pour les zones franches, les variations des taxes créent dans les accords de libre-échange des problèmes pour la communauté européenne. Ce n'est pas cela qu'il faut mettre en avant. L'essentiel pour nous est de promouvoir l'emploi et créer des opportunités d'affaires qui peuvent nous servir pour nous attaquer à d'autres marchés en Afrique. ■

«La région dispose d'un fort potentiel»

- Le patronat croit fermement dans les potentialités économiques de la région.
- Cette dernière peut servir de trait d'union entre le nord du Maroc et le continent africain.
- Le point avec Faycal Mekouar, vice-président de la CGEM.

Finances News Hebdo : Quelles sont vos attentes par rapport à votre participation à cet événement ?

Faycal Mekouar : La CGEM est ravie de participer à cet événement. Le forum s'inscrit dans cette dynamique installée depuis quelques années, et pour laquelle le patronat a joué le rôle d'initiateur à travers l'accompagnement et le développement de la région de Laâyoune-Sakia Al Hamra. Nous considérons que cette région dispose d'un fort potentiel et de plusieurs éléments positifs en matière d'attractivité pour les investisseurs. Il

faut que le dernier plan de développement des provinces du sud donne beaucoup de confiance et un signal fort pour les entrepreneurs et les opérateurs, sur le plan national et international.

La région peut servir de trait d'union entre le nord du Maroc et le continent africain. En tant que CGEM, nous sommes présents pour donner notre appui à ce genre d'événement, qui ne peut qu'être bénéfique pour toutes les parties concernées, notamment les PME. Nous œuvrons pour faire en sorte que la région atteigne l'essor escompté.

▼
La région peut servir de trait d'union entre le nord du Maroc et le continent africain.
▲

F.N.H. : Y a-t-il des partenariats entre le patronat et les autres acteurs de la région ?

F. M. : La fait que la Chambre française de commerce et d'industrie au Maroc (CFCIM) s'inscrit dans cette



Faycal Mekouar

continuité de développement régional est une bonne initiative. Cela démontre l'attractivité de Laâyoune - Sakia Al Hamra et l'intérêt des opérateurs français pour sceller des partenariats avec les acteurs locaux, afin de profiter des différentes opportunités d'investissement offertes. Il ne faut pas oublier que la France est le premier partenaire économique du Maroc. Un positionnement qui ne peut qu'être consolidé avec ce genre d'initiatives.

La CGEM est réceptive à toutes les opportunités offertes surtout celles ayant un effet sur l'entreprise. ■